

CCTP 01 - GROS ŒUVRE

OBJET :

TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DU CENTRE "BRADFORD" A MAZAMET

Maître d'Ouvrage :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CASTRES-MAZAMET

Direction de l'aménagement et des ressources techniques Patrimoine communautaire

Espace Ressources

Le Causse Espace d'Entreprises

81115 CASTRES Cedex

Tel : 05.63.73.51.00

Maître d'Œuvre :

CABROL ARCHITECTURE

41bis, Rue Amiral GALIBER

81 100 CASTRES

Tel : 05.63.71.49.71 – fax : 05.63.71.49.70

@ : contact@cabrol-architectes.fr

SOMMAIRE

1	GENERALITE ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	3
1.1	Objet du marché	3
1.1.0	Prescription générale	3
1.1.1	Eurocode	3
1.1.2	Cahier des Clause Techniques Générales	3
1.1.3	Documents Techniques unifiés	3
1.1.4	Règles de calcul	4
1.2	Charges d'exploitation, propres, climatiques et sismiques	4
1.3	Implantation	4
1.4	Évacuation de l'eau pluviale pendant la durée des travaux	4
1.5	Prescriptions particulières	5
1.6	Installation de chantier	5
1.7	Niveaux, percements, scellements, tampons	5
1.7.0	Niveaux	5
1.7.1	Percements réservations et trémies	5
1.7.2	Fourreaux	6
1.7.3	Souches	6
1.7.4	Socles et scellements	6
1.8	Qualité des bétons et mortiers	6
1.8.0	Qualité des liants, agrégats et dosage	6
1.8.1	Composition des bétons (NF EN 206-1)	6
1.8.2	Composition des mortiers	6
1.8.3	Qualité des armatures	6
1.8.4	Qualité des coffrages & parements coffres	7
1.8.5	Qualité des matériaux de maçonnerie	7
1.9	Essais à la charge de l'entreprise	7
1.9.0	Généralités	7
1.9.1	Essais sur le béton	8
1.9.2	Essais sur la maçonnerie	8
1.10	Côtes du projet	8
LOT 01.	DESCRIPTION DES TRAVAUX	9
01.1	Bradford	9
01.1.1	Installation de chantier	9
01.1.2	Reprise rampe principale	9

1 GENERALITE ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques particulières (C.C.T.P.), concerne les travaux de GROS ŒUVRE relatifs à la Travaux de mise en accessibilité du centre "Bradford" à Mazamet

Le présent entrepreneur devra la connaissance complète du projet : plans, CCTP des autres corps d'état, et pièces administratives.

Les principes généraux de construction sont définis par le présent document, les plans de l'Architecte et du B.E.T.

Du fait de sa qualification, il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de son marché.

1.1.0 PRESCRIPTION GENERALE

1.1.1 EUROCODE

- Eurocode 0 + Annexe nationale (EN 1990) : Base de calcul des structures (décembre 2007)
- Eurocode 1 + Annexe nationale (EN 1991) : Actions sur les structures (mars 2008)
- Eurocode 2 + Annexe nationale (EN 1992) : Calcul des structures en béton (juillet 2008)
- Eurocode 4 + Annexe nationale (EN 1994) : Calcul des structures mixtes acier-béton (octobre 2007)
- Eurocode 6 (EN 1996) : Calcul des ouvrages en maçonnerie (septembre 2008)
- Eurocode 8 + Annexe nationale (EN 1998) : Calcul des structures pour leur résistance aux séismes (janvier 2008)

1.1.2 CAHIER DES CLAUSE TECHNIQUES GENERALES

- CCTG Fascicule 3 : Fourniture de liants hydrauliques (Numéro spécial TO 95-3 du BOMETT)
- CCTG Fascicule 4, titre Ier : Fourniture d'acier et autres métaux — Armature pour béton armé (Numéro spécial 83-14 ter du BOULTE)
- CCTG Fascicule 4, titre II : Armatures à haute résistance pour constructions en béton précontraint par pré ou post-tension (Numéro spécial 83-14 quater du BOULTE)
- CCTG Fascicule 61, titre IV, section II dit 'Règles N84' : Action climatique — Action de la neige sur les constructions (CSTB 2171, 2906, 2968, 3215)
- CCTG Fascicule 62, titre Ier, section I — Règles BAEL 91 révisées 99 : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites (Numéro spécial TO 99-8 du BOMETL)
- CCTG Fascicule 62, titre Ier, section II — Règles BPEL 91 : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint suivant la méthode des états limites (Numéro spécial TO 99-9 du BOMETL)
- CCTG Fascicule 63 : Exécution et mise en œuvre des bétons non armés, confection des mortiers (Brochure n° 1352 des Journaux officiels)
- CCTG Fascicule 69 : Travaux en souterrain (Numéro spécial 82-25 bis du BOULTE)
- CCTG Fascicule 74 : Construction de réservoirs en béton (Numéro spécial 98-3 du BOMETL)

1.1.3 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

Documents Techniques Unifiés applicables aux travaux de ce(s) corps d'état

- DTU 13.3 (P11-213) : Dallages — Conception, calcul et exécution (mai 2007)
- DTU 14.1 (P11-221) : Travaux de cuvelage (novembre 2000)
- DTU 20.1 (P10-202) : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments — Parois et murs (octobre 2008)
- DTU 20.12 (P10-203) : Gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité (novembre 2007)
- DTU 21 (NF P18-201) : Travaux de bâtiment — Exécution des ouvrages en béton — Cahier des clauses techniques (mars 2004)
- DTU 21.3 (DTU P19-201/PTE) : Dalles et volées d'escaliers préfabriquées en béton armé simplement posées sur appuis sensiblement horizontaux — Prescriptions techniques (DTU retiré) (octobre 1970)
- DTU 21.4 (DTU P18-203/PTE) : Utilisation du chlorure de calcium et des adjuvants contenant des chlorures dans la confection des coulis, mortiers et bétons — Prescriptions techniques (octobre 1977) + Modificatif 1 (juin 1997)
- DTU 22.1 (P10-210) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire (mai 1993)
- DTU 23.1 (P18-210) : Murs en béton banché (mai 1993)
- NF DTU 23.2 (P19-201) : Travaux de bâtiment — Planchers à dalles alvéolées préfabriquées en béton (août 2008)
- DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques (avril 2008)
- DTU 26.2/52.1 (NF P61-203) : Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage — Cahier des clauses techniques (décembre 2003)
- DTU 33.1 (P28-002) : Façades rideaux, façades semi-rideaux, façades panneaux (juin 2000)

- DTU 33.2 (P28-003) : Tolérances dimensionnelles du gros œuvre destiné à recevoir des façades rideaux, semi-rideaux ou panneaux (décembre 1996)

1.1.4 REGLES DE CALCUL

- Règles FB (P92-701) (décembre 1993) : Règles de calcul — Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton + Amendement A1 (décembre 2000)
- Règles FPM 88 (DTU P92-704) (septembre 1988) : Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des poteaux mixtes (acier béton)
- Règles BAEL 91 (DTU P18-702) (mars 1992) : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites + Amendement A1 (février 2000)
- Règles BPEL 91 (DTU P18-703) (avril 1992) : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint selon les méthodes des états limites + Amendement A1 (février 2000)
- Règles NV65 (DTU P06-002) (avril 2000) : Règles de calcul définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions et annexes
- Règles N84 modifiées 95 (DTU P06-006) (septembre 1996) : Action de la neige sur les constructions + Erratum 2 (août 1997) + Modificatif 1 (avril 2000)
- Règles PS 92 (DTU NF P06-013) (décembre 1995) : Règles de construction parasismique — Règles PS applicables aux bâtiments + Amendement A1 (février 2001) + Amendement A2 (novembre 2004)
- Règles PS-MI 89 révisées 92 (NF P06-014) (décembre 1995) : Règles de construction parasismique — Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés — Domaine d'application — Conception — Exécution + Amendement A1 (février 2001) (Index de classement : P06-014)
- RT 2012

1.2 CHARGES D'EXPLOITATION, PROPRES, CLIMATIQUES ET SISMQUES

Les charges propres, climatiques, sismiques (le cas échéant), et charges d'exploitation à prendre en compte seront celles définies dans les normes françaises et DTU en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

Modalités pratiques

Les modalités d'établissement des plans sont les suivantes :

- Les plans d'exécution de gros œuvre ne comportent pas la totalité des réservations, trémies, trous, feuillures, massifs, socles, caniveaux, incorporations, etc., qui dépendent, en grande partie, des matériels retenus dans le marché des corps d'état secondaires.
- En conséquence, pendant la phase préparatoire de chantier et suivant un calendrier détaillé, les entreprises doivent vérifier et compléter un tirage des plans de gros œuvre, par toutes les indications utiles concernant les trémies, trous, feuillures, massifs, socles, caniveaux, incorporations diverses intervenant dans le béton armé et les grosses maçonneries.
- Les entreprises sont tenues de modifier les emplacements des scellements et les parcours en cas d'impossibilité de percements ou d'incidence inacceptable dans la disposition des armatures de béton armé. Les indications sont alors reportées sur les plans de gros œuvre par l'architecte, avec indication du corps d'état utilisateur.
- Passé cette phase préparatoire, les rectifications des plans et les travaux supplémentaires ou modificatifs imputables à la non-fourniture des renseignements ou à la fourniture des renseignements erronés sont effectués aux frais des entreprises concernées.

1.3 IMPLANTATION

L'implantation générale de l'ouvrage est la charge du corps d'état TERRASSEMENTS.

Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur doit le tracé des ouvrages extérieurs et intérieurs à exécuter, à ses frais. Il sera responsable de toutes les erreurs qui pourraient se commettre dans les alignements et position des divers ouvrages.

1.4 ÉVACUATION DE L'EAU PLUVIALE PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX

L'entrepreneur du présent corps d'état aura à sa charge la fourniture et la pose de tous les dispositifs (gargouilles, descentes provisoires, etc.), nécessaires à l'évacuation de l'eau pluviale hors des bâtiments, et ce jusqu'au raccordement définitif. En cas de fuites pendant la durée des travaux, l'entrepreneur devra les réparations et la remise en état complète des parties éventuellement dégradées, quel qu'en soit le corps d'état.

1.5 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

L'entrepreneur de ce lot, s'étant assuré de l'état des bâtiments existants, ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux tels qu'ils sont, existant, pour réclamer indemnité, ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires.

Il doit préalablement à son offre la visite des lieux dans leur intégralité, les démarches auprès des riverains, concessionnaires, services municipaux, ou autres lui permettant d'avoir une parfaite connaissance des conditions d'exécution des travaux décrits ci-après, d'éventuelles servitudes de mitoyenneté et de tous autres éléments particuliers liés au site dont notamment les sujétions particulières de voies et voirie compris les taxes y étant attachées et dont il restera seul redevable, les précautions nécessaires si dépose de matériaux contenant de l'amiante.

Il devra les protections nécessaires pour tous les ouvrages riverains et les éléments existants intérieurs destinés à être conservés.

Il devra se conformer aux règlements :

- Arrêté du 13.12.63 relatif aux mesures de sécurité concernant les échafaudages,
- Décret 65/48 du 08.01.65 portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs dans le bâtiment et les travaux publics.

Toutes les déposes, destructions, démolitions seront soumises si besoin est, quotidiennement aux approbations du Maître d'Œuvre ou de l'inspecteur de travaux préposé à la surveillance et à la coordination du chantier. L'entrepreneur fera son affaire personnelle des formalités d'obtention des bennes d'évacuation, si nécessaire.

Il devra présenter comme les autres entrepreneurs retenus, une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité civile et professionnelle avec extension " risques aux existants " où le chantier sera nommément désigné.

La clôture mitoyenne avec le champ militaire devra faire l'objet d'une attention toute particulière, à savoir de ne pas détériorer et de la garde en état.

1.6 INSTALLATION DE CHANTIER

Conformément à la loi N°93-1418 du 31.12.1993 et aux Décrets N°94-1159 du 26.12.1994 et Décrets N°95-543 du 04.05.1995, les entrepreneurs devront prévoir dans leurs offres l'ensemble des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'ensemble de ces mesures sont indiquées dans le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) qui est joint au présent dossier.

L'entrepreneur du présent lot à sa charge :

- 1 Plan Particulier de Sécurité de Protection de la Santé (PPSPS),
- L'ensemble des mesures de sécurité et de protection, protections individuelles (chaussures de sécurité, gants, casques, lunettes, appareils de protections respiratoires et d'ouïe, etc.) et collectives (Garde-corps, obturation de trémies, protections limitantes et amortissant les chutes, dispositifs d'accrochage de protections, etc. ...)
- 1 Plan d'implantation du chantier (clôtures, circulations, stationnements, zone de déchargement, etc. ...)
- L'ensemble des clôtures du chantier, et leur adaptation en cours de chantier
- L'empierrement sous la base de vie et la zone stockage
- Les voies de circulation des véhicules lourds, des véhicules légers et des piétons,
- Les lieux de déchargement et de stockage des différents matériaux (lourds et légers)
- Lieux communs de chantier (Bureaux, Sanitaires, Réfectoires, etc. ...) tous ces locaux seront aménagés suivant les réglementations en vigueur et suivant le PGCSPS,
- La signalisation du chantier,
- Extincteurs adaptés à chaque type de feu,
- Bennes à ordures (Nombre de bennes suivant le centre de tri en de la ville, deux en général).

Ces prescriptions ne sont pas limitatives.

1.7 NIVEAUX, PERCEMENTS, SCELLEMENTS, TAMPONS ...

1.7.0 NIVEAUX

Comme il est précisé dans les prescriptions communes T.C.E. le titulaire du présent lot a à sa charge la réalisation des traits de niveaux à 1.00 ml des sols finis dans tous les locaux et leur renouvellement autant de fois que nécessaire.

La réception du 1^{er} niveau sera établie par PV

1.7.1 PERCEMENTS RESERVATIONS ET TREMIES

L'entrepreneur doit la réservation dans les murs ou planchers des trémies, trappes ou percements nécessaires, demandés en temps opportun par les autres corps d'état.

Si ces percements s'avéraient aux yeux de l'entrepreneur de ce lot, importants et susceptibles d'entraîner une incidence sur la stabilité des ouvrages, le maître d'Œuvre en serait tenu informé.

Le rebouchage s'effectuera par l'entrepreneur du présent lot, ou si cela était indispensable et précisé dans le cours de la description des ouvrages par le titulaire de l'un ou l'autre des Corps d'État secondaires.

Ces rebouchages ou calfeutrements devront garantir, outre la continuité de la stabilité des ouvrages, la même stabilité pare-flamme et coupe-feu que les ouvrages dans lesquels ils s'inscrivent, les ruptures phoniques et thermiques continues.

1.7.2 FOURREAUX

La fourniture, la pose, le réglage et le scellement des fourreaux sont à la charge du présent Corps d'État, selon les indications données par les autres lots. Dans le cas de murs, ils devront dépasser de 2 cm la paroi finie.

1.7.3 SOUCHES

Toutes les souches techniques suite à la période de préparation (« inclus dans la prestation générale du gros œuvre ») sont à la charge du présent Lot.

Rappel : suite à demande des lots techniques par écrits

1.7.4 SOCLES ET SCELLEMENTS

Les socles susceptibles de supporter les appareillages de toutes natures sont dus au présent corps d'état. Tous les scellements de matériel et supports de toutes natures sont à la charge de ce corps d'état.

1.8 QUALITE DES BETONS ET MORTIERS

1.8.0 QUALITE DES LIANTS, AGREGATS ET DOSAGE

La qualité et la provenance des liants et des agrégats devront recevoir l'avis de l'organisme de contrôle (s'il en est désigné un) ou de l'Architecte. L'entrepreneur de ce lot à la responsabilité de la qualité des bétons mis en place et il tiendra compte journalièrement de l'humidité des agrégats.

L'utilisation d'adjuvants sera subordonnée à l'accord soit du bureau de contrôle, soit de l'Architecte.

Lors de leur mise en œuvre, la température des bétons devra être supérieure à 5°C. La vitesse de variation de la température sera limitée à 20°C / heure.

L'écart de 2 points quelconques du béton constituant un même élément sera inférieur à 10°C.

Fabrication et composition des mortiers et bétons.

Les sables, pierrailles et graviers pour béton armé et non armé, ainsi que les mortiers seront conformes aux normes NF P 18301 et 18304.

Le sable pour béton sera du type d/0 = 0,1/6,3.

Le sable pour mortier sera du type d/0 = 0,1/3,15.

Les pierrailles pour ouvrages en béton seront du type d/0 = 6,3/25.

Le ciment employé sera soit du ciment Portland artificiel (C.P.A. 210/325) ou C.P.J., soit du ciment métallurgique mixte (C.M.M. 180/250) et conforme à la norme NF EN 197-1 La composition des mortiers et bétons sera :

1.8.1 COMPOSITION DES BETONS (NF EN 206-1)

Résistance minimum à la compression à 28 jours : 25 MPa, Résistance minimum à la traction à 28 jours: 2,1 MPa.

Béton de fondations : BPS XC2(F) C25/30

Béton plancher BPS XC1(F) C25/30

Béton maçonnerie, poteaux, poutres, longrines BPS XF1(F) C25/30

1.8.2 COMPOSITION DES MORTIERS

A ces données seront substituées celles imposées par le B.E.T. de structure et/ou par le bureau de contrôle.

Conformément aux documents généraux contenus dans le C.C.A.G et/ou P et suivant les normes N.F. P 03001, l'entrepreneur devra procéder sans aucun supplément de prix à tous les essais, prélèvements et analyses jugés nécessaires par le bureau de contrôle ou l'architecte, pour le contrôle de la qualité des matériaux et la résistance des bétons.

Si ces résultats étaient inférieurs au minima imposé par les règlements précités, il serait procédé à la démolition des ouvrages sans aucun supplément de prix, ni allongement des délais.

1.8.3 QUALITE DES ARMATURES

Elles présenteront les caractéristiques mécaniques requises par les plans techniques.

Elles seront des aciers dits à "haute adhérence " FeE500.

Les autres aciers spéciaux feraient l'objet d'une étude particulière du B.E.T. de structure soumise à l'avis du bureau de contrôle.

Leur façonnage, leur mise en place et leur maintien dans le béton seront conformes aux règles de l'Art et répondront aux définitions techniques.

1.8.4 QUALITE DES COFFRAGES & PAREMENTS COFFRES

Les coffrages seront étudiés de façon à obtenir des parements appartenant aux catégories suivantes :

Parements de classe I (indifférente).

Parements bruts de décoffrage pour faces cachées ou à enduire, dont l'aspect de surface est indifférent.

Pour ceux d'entre eux qui seront visibles au décoffrage, les balèbres devront être enlevées et les manques de matière rebouchée.

Parements de classe R (rugueux).

Parements servant de support à un enduit au ciment ou au plâtre. Ils doivent se présenter sous l'aspect d'une surface rugueuse, balèbres enlevées et manque de matière rebouchée. L'aptitude du parement au bon accrochage de l'enduit résulte traditionnellement de sa rugosité, qui peut être obtenue ou améliorée par un traitement de surface tel que piquage, utilisation d'une toile de jute, etc.

Parements de classe L (lisse).

Parements servant généralement de support à un revêtement mince. Ils doivent se présenter sous l'aspect d'une surface lisse, balèbres enlevées et ragrées, dont le bullage n'implique qu'une consommation normale d'enduit dit de déballage et dont les flèches locales ne peuvent être supérieures à : 0,001 m.

Sous une règle de 0,20 mètre.

La consommation d'enduit de déballage est normale s'il suffit d'employer le produit d'enduit filmogène sous une épaisseur moyenne de l'ordre de 0,02 mm. (Soit à raison de moins de 0,6 kg au m²), cette préparation étant nécessaire et suffisante dans le cas d'une prestation minimale.

Dans le cas de parements plans verticaux, la flèche générale ne peut être supérieure à 0,02 m. sous une règle de 2 m.

Parements de classe S (spéciaux).

Parements caractérisés par la recherche d'un effet architectural déterminé ; le béton restera apparent.

Parements soignés.

1.8.5 QUALITE DES MATERIAUX DE MAÇONNERIE

Les briques de terre cuite et blocs perforés seront aux normes NFP 13.301 ; 13.304 à 13.306.

Leur classe de résistance sera appropriée aux efforts auxquels ces éléments seront soumis.

- Les blocs de béton de granulats courants :
 - Ils seront conformes à la norme NFP 14.301.
 - Ils proviendront d'une usine agréée et porteront l'estampille N.F.
- Les blocs en béton cellulaire autoclave :
 - Ils seront conformes à la norme NFP 14.306.

1.9 ESSAIS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

1.9.0 GENERALITES

Les essais mentionnés ci-dessous sont les essais minimaux à réaliser sur les matériaux utilisés.

L'entreprise sera tenue de transmettre leurs résultats au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle qui se réserve le droit en cas d'insuffisance de résultats et sans que l'entreprise puisse prétendre à indemnisation ou prolongation des délais de faire procéder à tous essais complémentaires, auscultation et réfection de tout ou partie d'ouvrage litigieux.

L'entreprise devra procéder à sa charge à tous les essais complémentaires que le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle jugeront nécessaires notamment en cas de doute sur la qualité ou la provenance des matériaux utilisés.

1.9.1 ESSAIS SUR LE BETON

- Granulats :
 - L'entreprise devra fournir l'origine et la nature des granulats, la granulométrie, équivalent de sable, dureté des agrégats.
- Résistance à la compression :
 - Les essais de compression seront effectués par un laboratoire officiel sur des éprouvettes cylindriques (6 éprouvettes par 100m3 de béton au minimum) et menés conformément aux normes.

1.9.2 ESSAIS SUR LA MAÇONNERIE

Généralités :

- L'entrepreneur communiquera les résultats des essais pratiqués par les fournisseurs et donnera par type de matériaux les renseignements notés ci-dessus :
 - Éléments de terres cuites
 - Contrôles dimensionnels
 - Absorption d'eau
 - Efflorescence (éléments restant apparents)
 - Résistance à l'écrasement
 - Résistance à la gélivité.
 - Blocs de béton
 - Contrôles dimensionnels
 - Résistance à l'écrasement
 - Masse volumique (blocs en béton cellulaire autoclave)

1.10 COTES DU PROJET

Les altitudes figurant sur les plans hors plan VRD ou le descriptif et faisant référence à ce point (noté ± 0.00) comme sol fini intérieur seront appelées 'cotes'.

Le présent lot prendra en compte de l'ensemble des plans pour avoir l'exactitude des altimétries de chaque bâtiment sous contrôle sur site par une Géomètre et validation de la Maîtrise d'œuvre, notification sur PV de chantier.

Lot 01.DESCRPTION DES TRAVAUX

01.1 BRADFORD

01.1.1 INSTALLATION DE CHANTIER

Unité : ensemble

Description :

Le présent lot à la charge de l'installation de chantier, comprenant :

- Le panneau de chantier dimension : 1.20 x 2.00 m, y compris les supports d'affichage,
- Cabanes de chantier :
 - Salle de réunion,
 - Réfectoire,
 - Vestiaire,
 - Sanitaire (public pas à prendre en compte)
- Clôture de chantier
- Autorisation diverse d'administratives, avant et durant le chantier
- Constat d'huissier
- Implantation de vos lots et repérage
- Etc...

01.1.2 REPRISE RAMPE PRINCIPALE

Unité : ensemble

Description :

Démolition de l'acrotère, ainsi d'une partie de la rampe pour reprofilage des pentes, reprise des surfaces en béton, finition antidérapante

Dimensionnement suivant prescription pour l'accessibilité

Prestation comprendre l'ensemble des frais administratifs au traitement de déchets (évacuation ; manutention, etc.. Jusqu'au dépôt en site public)

Prestation de travaux devra prendre en compte la sécurisation et protection de la zone d'intervention,

Mise en place d'un chasse-roue en prolongement latéral, finition de la rampe qu'elles ne soient pas glissant en temps de froid, mise en œuvre d'un traitement superficiel ou dénature l'épiderme pour gagne de l'adhérence, le choix de stratégie restant à l'appréciation restant que présent lot et sous aval du bureau de contrôle.

Mise en œuvre :

Compris toutes sujétions d'exécution, toutes sujétions de protections provisoires chantier, ouvrage fini

Localisation :

- Rampe sur la rue de Bradford

OBSERVATION IMPORTANTE

Les travaux du présent lot comprennent, outre ceux décrits ci-avant, toutes les prestations accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les soumissionnaires reconnaissent avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces (CCTP, et autres pièces constituant le dossier d'appel d'), et être parfaitement informés du programme général de la construction projeté